



Après l'urgence sanitaire... l'urgence sociale !!

Quelques heures avant l'intervention du premier ministre portant sur l'acte 2 du déconfinement du pays dans un contexte qu'il qualifie de "récession historique", la DARES a publié la "Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire". Aux incertitudes qui pèsent sur l'évolution de la crise sanitaire, la réalité de la crise sociale est bien réelle. En seulement un mois, le nombre de chômeurs inscrits à Pôle Emploi a augmenté de près d'un million portant à 4,5 millions le nombre de demandeurs et demandeuses d'emplois de catégorie A (plus de 6 millions pour les catégories A-B-C). Traduction violente et brutale de la crise sanitaire et du confinement pour les salariés, cette hausse mensuelle est la plus forte et du niveau le plus haut observés depuis le début de la série en 1996. Ces chiffres confirment la tendance alarmante enregistrée fin mars après 15 jours de confinement (+7% d'augmentation).

Les premières victimes sont les femmes en fin de droits cumulant des emplois précaires, les jeunes de moins de 26 ans dont la hausse du taux de chômage dépasse les 30%, les primo-demandeurs d'emploi et les titulaires de contrats précaires (intermittents, apprenti-es ou saisonniers) déjà en activités réduites ou de CDD signés avant le confinement et ayant bénéficié des mesures de chômage partiel. À ceux-là vont s'ajouter dans les prochaines semaines les salarié-es de sociétés dont les faillites ne pourront être évitées ou de sociétés qui vont « profiter » de la situation pour réduire leur masse salariale telle que RENAULT qui annonce, malgré les 5 milliards d'aide publique, 15 000 suppressions de postes dont près de 5 000 en France.

Le risque de voir « sortir des radars » de l'Education Nationale ou de Pôle emploi, une part importante de la jeunesse victimes des inégalités sociales dont la crise sanitaire a révélé l'ampleur, est très préoccupant. Une fois de plus les jeunes non qualifiés et/ou les moins qualifiés sont les plus touchés. Ce dramatique constat illustre l'importance, singulièrement en période de crise économique et sociale, du service public d'éducation et de recherche, de la formation initiale et continue tout au long de la vie, des diplômes et qualifications qu'ils contiennent. Pour la FSU, former, qualifier est une urgence dont les moyens humains et financiers doivent être alloués d'urgence. Pour cela il est nécessaire d'assurer une meilleure répartition des richesses pour lutter

contre les inégalités sociales qui se sont creusées consécutivement aux orientations libérales du gouvernement.

Des jeunes, des chômeurs et salariés sont réellement menacés. Depuis décembre 2018, le premier volet de la réforme de l'assurance chômage a entraîné le resserrement du contrôle des chômeurs et la mise en œuvre de nouvelles modalités d'accès à l'assurance chômage. Dans l'immédiat il est urgent de suspendre l'application du deuxième volet dont les conséquences pourraient conduire à la baisse de près de 30% du revenu de remplacement au titre de l'assurance chômage. En outre et pour sécuriser les parcours professionnels et particulièrement les plus fragiles, il est urgent de mettre en place un grand plan d'investissement dans la formation initiale qui permette à tous les jeunes d'accéder à un premier niveau de qualification par un diplôme. Une politique d'accompagnement et d'aide à l'embauche dans le secteur public sur des missions durables et pérennes doit être envisagée rapidement notamment dans les milieux éducatifs sociaux et culturels.

Pour la FSU, alors qu'à la crise sanitaire succède une crise sociale d'une inédite brutalité, l'urgence est de sécuriser les parcours scolaires et professionnels, former et qualifier au plus haut niveau pour l'avenir de la société.

Les Lilas, le 29 mai 2020



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN